

France/A J-3 du second tour de la présidentielle Macron et Le Pen, programme contre programme

AFP
Paris/France

Le centriste Emmanuel Macron et sa rivale d'extrême-droite Marine Le Pen, qui s'affrontaient dans un duel télévisé hier soir avant le second tour du 7 mai, ont des programmes diamétralement opposés sur tous les sujets, de l'Europe à la famille.

• Europe

Marine Le Pen, la candidate du Front national (FN), anti-européenne et antimondialiste, veut "restituer au peuple français sa souveraineté", notamment "économique" et "monétaire".

Elle entend rétablir les frontières et une monnaie nationale et donc négocier à Bruxelles la sortie de la zone euro et de l'espace Schengen. Avec une politique économique de "priorité nationale". A l'issue de ces négociations, elle veut organiser un référendum sur l'appartenance à l'Union européenne.

Le candidat du mouvement En Marche ! propose de "refonder" l'UE, ébranlée "par le Brexit, la crise des réfugiés et le doute", en redynamisant le couple franco-allemand et en organisant des "conventions démocratiques" dans toute l'Europe pendant six à dix mois sur "les priorités qu'elle doit avoir".

Il plaide notamment pour un renforcement de l'Europe de la défense et une meilleure gouvernance de la zone euro.

• Euro

Ces derniers jours, Marine Le Pen a mis en sourdine son programme

anti-euro, qui inquiète de nombreux électeurs, notamment les retraités inquiets pour leur épargne. Elle ne fait plus de la sortie de l'euro un "préalable à toute politique économique", se montre plus floue sur le calendrier des négociations et met en avant le maintien - en parallèle d'un "nouveau franc" - d'une "monnaie commune" européenne pour les échanges internationaux.

A l'inverse, Emmanuel Macron veut doter la zone euro d'un budget, d'un Parlement et d'un ministre des Finances propres et engager une "politique d'investissements européens".

Pour convaincre l'Allemagne, très sourcilieuse en matière d'orthodoxie financière, il s'engage en cas de victoire à mener des réformes structurelles et à maintenir le déficit public français sous les 3% du PIB.

• Mondialisation

La dirigeante d'extrême-droite dénonce une "mondialisation sauvage qui met en danger notre civilisation" et "prône un protectionnisme intelligent". Elle promet de renégocier les traités commerciaux internationaux - comme le traité de libre-échange CETA entre l'UE et le Canada - et d'imposer une taxe de 3% sur certaines importations.

Elle taxerait à 35% les produits des entreprises délocalisant leurs usines, et pénaliserait l'embauche de salariés étrangers. Partisane de la préférence nationale pour les marchés publics, elle réclame aussi la suppression d'une directive européenne sur les tra-



Emmanuel Macron-Marine Le Pen : des programmes diamétralement opposés.

vailleurs détachés, accusée de favoriser le dumping social.

A l'inverse, pour Emmanuel Macron, ex-ministre de l'Economie du quinquennat socialiste et ancien banquier d'affaire, "la mondialisation est une formidable opportunité". Défenseur du libre-échange, il propose toutefois de faire examiner le CETA par "une commission de scientifiques" pour évaluer ses conséquences et le modifier si besoin.

En matière sociale, il propose de limiter à un an la durée autorisée de séjour d'un travailleur détaché. Et veut réserver l'accès aux marchés publics européens aux entreprises localisant au moins la moitié de leur production en Europe.

• Immigration

Marine Le Pen entend réduire l'immigration à un solde annuel de 10 000 personnes. Elle a promis en fin de campagne un "moratoire" sur l'immigration légale.

Elle veut restreindre les conditions de l'asile, durcir le regroupement familial et rendre impossible la régularisation des étrangers en situation illégale. Elle prévoit l'expulsion automatique des criminels et délinquants étrangers.

Elle bannirait voile et burkini de l'espace public, contrairement à Emmanuel Macron.

Ce dernier promet de son côté d'accélérer l'examen des demandes d'asile.

• Social

Marine Le Pen veut rétablir la retraite à 60 ans et abolir la loi travail adop-

tée en 2016, qui offre plus de souplesse à l'employeur.

Les deux candidats gardent une durée légale du travail à 35 heures.

Emmanuel Macron prévoit le passage de l'assurance chômage (actuellement gérée par les partenaires sociaux) sous le giron de l'Etat. Un chômeur refusant deux offres d'emplois "décentes" verrait ses allocations suspendues.

Le centriste supprimerait 120 000 postes de fonctionnaires, en épargnant l'hôpital, en créant 10 000 postes de policiers et 4 à 5 000 d'enseignants.

Marine Le Pen veut plus de personnel au service de l'Etat et des hôpitaux, et moins des collectivités locales. Avec 21 000 embauches prévues dans la police et la douane.

• Education et famille

Marine Le Pen imposerait le port de l'uniforme à l'école. Emmanuel Macron favoriserait les classes à petits effectifs dans les zones défavorisées et interdirait les téléphones portables à l'école.

Mme Le Pen remplacerait le mariage homosexuel par une union civile et réserverait la procréation médicalement assistée aux couples stériles alors que M. Macron l'ouvrirait à toutes les femmes.

Côte d'Ivoire/Lutte antiterroriste Abidjan envoie 150 hommes à la force de l'Onu au Mali

AFP
Abidjan/Côte d'Ivoire

L'ARMÉE ivoirienne va envoyer pour la première fois une "unité combattante" de 150 soldats au Mali, qui rejoindra la force de l'Onu à Tombouctou (nord), a annoncé hier le général Touré Sékou, chef d'état-major des armées. La Côte d'Ivoire avait déjà envoyé un "peloton de transport" à la Minusma mais jamais d'unité combattante, a souligné le général.

"C'est un engagement fort (...) c'est la première unité combattante que nous déployons au Mali. Tout théâtre comporte des risques mais nous pensons que nos hommes ont été bien formés, bien sélectionnés. Ils ont un équipement adapté. Ils devraient pouvoir faire face à la situation et assumer la mission", a affirmé le général à la presse, lors d'une cérémonie à Abid-

jan en présence des familles des soldats.

"C'est le retour de la Côte d'Ivoire avec des ambitions plus grandes. Nous sommes en train de préparer un bataillon de maintien de la paix", a-t-il ajouté.

Jadis très influente en Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire, qui sort d'une décennie de crise politique interne, ambitionne de jouer à nouveau un rôle diplomatique majeur, à la hauteur de son poids économique.

"Face au péril terroriste, une coopération multinationale est plus que nécessaire", a assuré le général. "En Côte d'Ivoire en interne nous nous préparons aussi pour faire face à tout acte", a-t-il précisé, alors que la Côte d'Ivoire avait été touchée par une attaque jihadiste en mars en 2016 (19 morts).

Par ailleurs, le général s'est montré rassurant sur le niveau de ses troupes

après les mutineries de début d'année qui ont secoué le pays. "Nous pensons que la participation aux opérations de maintien de la paix devrait permettre à toute l'armée d'accroître ses capacités opérationnelles et la participation à la Minusma devrait tirer les troupes vers le haut".

Neuf soldats maliens ont été tués et cinq blessés mardi dans une attaque dans la région de Ségou, dans le centre du Mali.

Les jihadistes ont été en grande partie chassés du nord du Mali par l'intervention française Serval en 2013. Mais des zones entières du pays échappent toujours au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'Onu, régulièrement visées par des attaques malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes.

L'Afrique en bref

• Mali-Burkina/Jihadistes. L'opération militaire française se poursuit

L'opération militaire française contre des jihadistes à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso "n'est pas terminée", a affirmé mardi à Ouagadougou le commandant de la force Barkhane, le général Francois-Xavier de Woillemont.

• Niger/Migrations. Huit morts dans le désert

Huit migrants, dont cinq enfants, ont été retrouvés morts dans le désert nigérien, alors qu'ils tentaient de se rendre en Algérie voisine, devenue une destination privilégiée pour les migrants subsahariens. Les personnes décédées sont toutes des Nigériens et "ont été abandonnées par un passeur", selon une source.

• Nigeria/Jihadistes. Le chef de Boko Haram blessé par un bombardement

Abubakar Shekau, le chef du groupe islamiste Boko Haram, a été blessé et l'un de ses adjoints tué par un bombardement aérien dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris hier de sources sécuritaires.

• RDCongo/Politique. L'évêque veut le retour de Katumbi

Les évêques catholiques congolais ont recommandé au président Joseph Kabila d'autoriser l'opposant en exil Moïse Katumbi à rentrer librement en RDC, qualifiant sa condamnation en justice de "mascarade", selon un rapport confidentiel dont l'AFP a obtenu copie hier.

A travers le monde

• Afghanistan/Attentat. Au moins huit morts à Kaboul

Au moins huit personnes ont été tuées hier à Kaboul dans l'attaque d'un convoi blindé de l'Otan, revendiquée par le groupe Etat islamique (EI).

• Etats-Unis/Diplomatie. Trump accueille Abbas à la Maison Blanche

Le président des Etats-Unis Donald Trump a accueilli hier son homologue palestinien Mahmoud Abbas à la Maison Blanche, pour une première rencontre visant à préparer une possible relance des négociations de paix.

• Russie/Politique. Peine confirmée contre l'opposant Navalny

Un tribunal russe a confirmé hier la condamnation à cinq ans avec sursis pour détournement de fonds de l'opposant numéro un au Kremlin, Alexei Navalny, ce qui pourrait entraver sa candidature à l'élection présidentielle de 2018.

• Syrie/Conflit. Moscou et Ankara en faveur de zones de "désescalade"

La Russie, "parrain" du régime syrien, et la Turquie, soutien des rebelles, se sont prononcées en faveur de la création de "zones de désescalade" destinées à "pacifier" le pays et renforcer le cessez-le-feu, a déclaré hier le président Vladimir Poutine.

C'est arrivé...

Elle simule une grossesse, achète un bébé... et le rend car métis

UNE Italienne de 35 ans a simulé une grossesse et acheté 20 000 euros (13,1 millions de francs) le bébé qu'une jeune Roumaine venait de mettre au monde... pour le rendre trois jours plus tard parce que la fillette était métisse, rapportait samedi dernier la presse italienne.

Les deux femmes et un Marocain ayant servi d'intermédiaire ont été arrêtés.

Les enquêteurs avaient été alertés par un agent d'état civil de Latina, au sud de Rome, auquel les deux femmes avaient demandé en février par téléphone comment enregistrer un bébé né à la maison mais elles ne s'étaient pas présentées au rendez-vous.

Lorsque les policiers sont venus lui demander des explications, la "fausse" mère a avoué : son compagnon était en prison, elle venait de subir deux fausses couches et avait acheté sur internet des ventres en latex pour simuler une grossesse.

En découvrant l'enfant métisse, elle n'avait pas trouvé comment expliquer cette couleur de peau à son entourage.

... à Latina (Italie)